

Publié le: 28-03-2009



Notre nouveau programme au titre du projet «Maintenant – agissons avec le Parlement européen», nous transportera à Bruxelles où s'est déroulé un grand débat consacré aux prochaines élections européennes et au bilan de la mandature sortante du Parlement européen.

Le débat s'est tenu à la veille de l'anniversaire du Parlement européen, le 19 mars. Ce jour-là, il y a tout juste un an, nous lançons aussi notre projet. Ont pris part au débat Antonio Lopez-Isturiz White, député européen d'Espagne, secrétaire général du Parti populaire européen, Adina Valean, députée européenne de Roumanie, vice-présidente du groupe de l'Alliance des libéraux et des démocrates européens, Wilfred Ruetten, Directeur du Centre européen de journalisme et Julia De Clerc-Sachsse, experte au Centre de recherches sur les politiques européennes. Jan Marinus Wiersman, député européen des Pays-Bas et vice-président du groupe parlementaire du Parti des socialistes européens y était invité lui aussi, mais des engagements personnels de force majeure l'ont empêché de participer au débat. La première question posée à nos invités concernait les performances politiques qui pourraient persuader et pousser les électeurs à aller voter en juin prochain.

C'est une question fort compliquée, car il n'existe pas à mon sens une différence particulière entre les citoyens de l'Europe qui un jour sont amenés à se transformer en électeurs, nous a confié Adina Valean. – Ce qui est regrettable, toutefois, c'est qu'à l'heure des élections, ce sont les débats nationaux qui prennent le dessus et les électeurs se focalisent moins sur les partis européens que sur les formations politiques nationales en course pour les européennes. Et il n'est pas du tout évident de faire la part des choses. Or, les citoyens doivent comprendre qu'il existe une différence entre les politiques locales et cette politique qu'un homme est amené à pratiquer en tant que libéral au sein du PPE /Parti populaire européen/ ou PSE /Parti socialiste européen/. Même si nous aspirons tous à trouver une solution qui convienne le mieux aux citoyens de nos pays. Ainsi, par exemple, lorsque nous parlons conditions et horaires de travail, tous les politiques souhaitent que les salariés ne soient pas exploités et qu'ils évoluent dans de bonnes conditions de travail. Et c'est là qu'apparaît la différence de procéder. Les socialistes seraient plutôt enclins à dire qu'il faut réduire les heures de travail pour mieux protéger les salariés. Alors que, nous autres, libéraux, nous opterions pour la flexibilité – que ceux qui travaillent plus puissent gagner plus, et qu'on leur donne les moyens de le faire. Je suis sûr que le PPE aurait le même comportement sur cette question. Tout cela nous amène à dire que nous souhaitons tous protéger les travailleurs, mais nous proposons des solutions différentes. Et pour réussir et concilier les avis, il suffit de trouver le juste milieu.»

□ □□□

□□□□ □□□□□ □□□□□

Le Parlement européen ? la veille d'éllections...

□□□□□□

□□□□□□ □□□□□□ □□□□□

□□□□ □□□□□□□□

□□□□□

□□□□ □□□□□□□□ Nombreux sont les auditeurs qui pensent que quel que soit le parti politique qui aura la majorité au prochain parlement européen, la direction restera la même et rien ne changera finalement... Vous partagez cet avis?

«Non, je ne le pense pas. Mais vu la politique qui existe toujours à Bruxelles en matière de communication il est fort probable que les gens soient vraiment de cet avis – estime Antonio Lopez du Parti populaire européen. – C'est une chose sur laquelle il nous reste beaucoup à faire. Mais je suis d'accord avec Madame Valean en ce qui concerne la situation dans laquelle nous nous retrouvons à la veille des élections. Nous avons un problème commun qui est le même pour la Bulgarie, pour l'Espagne ou pour la Roumanie et qui se situe dans la communication entre Bruxelles et les citoyens. Si nous ne réussissons pas à démontrer aux yeux des gens le bien fondé du projet européen, à montrer qui nous sommes et quelles sont les différentes approches de ce projet d'Europe unie, nous risquons d'alimenter l'euro-pessimisme. L'information est le seul moyen de faire passer le message. Voilà pourquoi nous vous remercions pour votre initiative et pour ce débat sur les élections au Parlement européen et sur l'avenir. Les journalistes doivent nous aider à faire notre travail, à expliquer aux gens ce qu'est l'UE. Tenez, je vous donne un exemple. Maintenant il y a l'Islande qui veut adhérer à l'Union. Peut-être aussi la Norvège. Car maintenant, face à la crise mondiale, ces pays se rendent à l'évidence que se trouver hors de l'UE est déjà un problème. Ce que, hélas, nos propres citoyens, dans l'Union, n'arrivent pas toujours à comprendre. En ce qui concerne les nouveaux pays membres, comme la Bulgarie et la Roumanie, nous tous, politiques européens, nous devons vous faire croire en les avantages de l'appartenance à l'Union. Prenons par exemple le fait que pour la Bulgarie une des priorités du moment est autre que l'énergie. Il nous faut donc discuter de l'énergie en Bulgarie de façon à ce que les gens de la base comprennent que nous travaillons sur leurs problèmes. Bien entendu, les libéraux feraient leur choix. Nous autres du Parti populaire européen – le nôtre. Et je suis sûr que notre choix sera différent de celui des socialistes. À propos, je regrette que leur représentant ne soit pas là. Le fait est que nous adopterions chacun une approche différente du même problème, mais l'essentiel est que les Bulgares sachent que nous travaillons là-dessus. Dernièrement, on remarque un certain abstentionnisme en Bulgarie. Aussi, la première chose à faire est de voir comment ranimer l'intérêt des électeurs bulgares à aller voter. Je serai en Bulgarie au début du mois de mai et avec des leaders politiques, plus spécialement du Parti populaire européen, nous parlerons de la grande priorité du moment. En l'occurrence le taux de participation. Cela est particulièrement important pour les nouveaux pays membres, car c'est pour nous un test de la fiabilité du projet de l'Europe unie. Je ne voudrais pas que vos deux pays, la Bulgarie et la Roumanie, doivent payer la note et soient sacrifiées à cause des échecs de l'UE. Au contraire – nous devons aider la Bulgarie et la Roumanie à devenir l'exemple idéal de l'intégration réussie dans l'UE. Nous devons considérer

Le Parlement européen ? la veille d'élections...

«Union comme une aide et non pas comme un fardeau ou un problème.»

Partant de ces propos de M. Lopez, peut-on considérer l'élargissement de l'UE comme une réussite ou comme un échec ?

«L'Espagne est un excellent exemple sous ce rapport, car elle n'a pas adhéré à l'Union européenne à sa création, nous explique Adina Valean. — Lors de son adhésion, il y a eu des débats houleux, comme quoi les fermiers espagnols allaient torpiller la politique agricole de l'Union, parce qu'ils étaient pauvres et qu'ils allaient coûter cher à l'Europe... Or, quelques années plus tard il s'est avéré que l'Espagne est le meilleur exemple des avantages qui peuvent être tirés de l'appartenance à l'Union, tout comme des profits que ce pays peut apporter à l'Europe. Ce qui me fait dire que l'élargissement est un des piliers de l'Union européenne. Ne nous laissons pas tenter par le protectionnisme, le verrouillage des frontières, les réflexes réducteurs!»

«Oui, c'est vrai ! — dit M. Lopez. - En 1986, quand l'Espagne a adhéré à l'UE, d'aucuns déclaraient exactement la même chose — que nous allions compromettre l'UE et que, surtout avec le Portugal, nous allions conduire l'Union à la ruine. Or, vous pouvez voir ce que représente l'Espagne aujourd'hui ! Il existe donc des exemples à suivre, mais aussi d'autres à ne pas répéter. Comme par exemple l'absence de liberté de circulation pour les travailleurs. Pourquoi les mafieux peuvent-ils circuler en toute liberté, alors que les simples travailleurs qui veulent honnêtement gagner leur pain ne le peuvent pas ? Pourquoi ne bénéficient-ils pas des mêmes droits que les travailleurs locaux ?»

Selon la députée européenne bulgare Douchana Zdravkova, il est particulièrement important aujourd'hui que les jeunes aillent voter. Parce que :

«Ma conviction profonde est que ce sont justement les jeunes qui doivent voter massivement pour le nouveau Parlement européen, car en disposant du mandat plein de 5 ans, nos eurodéputés seront en mesure de participer activement à la conception des politiques européennes. Surtout qu'en 5 ans, c'est l'avenir des jeunes qui se jouera... Et s'ils souhaitent rester maîtres de leur avenir, ils doivent s'exprimer et ne pas bouder les urnes. Mais il y a aussi un autre aspect, tout aussi important et conditionnant en quelque sorte la participation aux européennes - le comportement des partis politiques, le ton qu'ils donneront à la campagne, les messages qu'ils essayeront de transmettre. Et nous autres qui travaillons dans des institutions européennes, nous avons notre mission — essayer de faire comprendre à nos concitoyens que l'Europe est vraiment notre maison commune et qu'un petit pays comme la Bulgarie a tout à gagner de sa présence active et représentative lors de la prise des décisions politiques européennes qui affecteront, sans aucun doute, notre existence.»

□ □□□

□□□□ □□□□□ □□□□□

□□□□□□

□□□□□ □□□□□ □□□□□
□□□□ □□□□□□□□
□□□□□

□□□□ □□□□□□□□ Voyons maintenant ce que nos collègues journalistes pensent de l'état d'esprit des citoyens, partagés entre ce qu'ils voient et entendent dire et leur propre motivation à aller voter.

Ce sont deux aspects qui ont une importance capitale, surtout quand nous essayons d'analyser la participation du point de vue politique, nous confie Julia De Clerc-Sachsse du Centre d'étude des politiques européennes. — Il y a d'une part le fait que les européennes sont toujours considérées comme un scrutin au rabais, moins motivant et important que les élections locales ou nationales. Les citoyens ont l'habitude de juger leurs gouvernements par rapport à leurs compétences ou incompétences sur le sol national. Et on peut vraiment parler d'une rupture entre l'Union européenne et ses citoyens. Car les citoyens européens attendent de voir ce que l'Europe fait pour eux sur le plan national pour reconnaître sa crédibilité. Il est donc très important que les partis politiques européens non seulement s'adressent aux électeurs, mais communiquent aussi avec les partis et les gouvernements nationaux. Que l'Europe soit présente dans les débats nationaux...

Les médias n'y vont pas de main morte quand ils évaluent le travail fourni par le Parlement européen... Ont-ils tort ou raison de critiquer?

C'est une question difficile — dit Wilfred Rutten, directeur du Centre européen de Journalisme. — Pareille attitude est due souvent aux politiques. Quand tout marche bien, il est très facile d'en revendiquer le mérite et quand il y a quelque chose qui cloche ou que rien de ne va plus, rien de plus facile que d'accuser Bruxelles, que ce soit la Commission, le Conseil ou le Parlement européen. En sorte que les politiques devraient faire plus attention quand ils se mettent à accuser Bruxelles de tout ce qui ne tourne pas rond et qui fait du sur place au niveau national. D'un autre côté, le Parlement européen est un énorme organisme complexe et il est difficile de l'expliquer à qui que ce soit — même aux gens les plus instruits. À part ça, en l'absence de référendums, on n'arrive pas très bien à comprendre comment se passe la prise des décisions. Bref, le message est assez compliqué pour M. Tout le monde. Il reste encore beaucoup à faire avant que les gens finissent par comprendre pourquoi il est si important de voter. En y ajoutant la crise actuelle, le taux de participation ne sera pas très élevé. Je suis très pessimiste. À part ça, la campagne a démarré beaucoup trop tard.

Julia De Clerc-Sachsse partage cet avis tout en précisant qu'il ne s'agit pas seulement de l'accessibilité des messages, mais aussi du discours tenu par les différents partis. À la date d'aujourd'hui elle avance le chiffre de 30% au plus pour le taux de participation aux européennes. La campagne de communication a commencé trop tard et la responsabilité en incombe au Parlement lui-même. Pour Adina Valean, la faute en est à la Commission européenne, puisque

est elle de faire passer les messages aux citoyens. Dans ce contexte difficile et délicat, il appartiendra aux députés européens eux-mêmes de faire preuve d'imagination et d'ingéniosité pour essayer de motiver les électeurs. Et malheureusement, les députés nationaux ne font pas grande chose pour les aider. Et il s'agissait de dire lequel des partis aurait le plus de chances d'avoir la majorité au nouveau Parlement européen, les deux eurodéputés ont été unanimes – au Parlement européen, il n'est pas question de majorité, puisque il n'y a pas d'opposition proprement dite, et qu'il ne faut pas essayer de reproduire les schémas des parlements nationaux. D'après Antonio Lopez, la majorité au Parlement européen est toujours la bonne, car l'Europe repose sur le principe fondamental du consensus, et qui dit consensus dit équilibre.

En allant vers la fin de cette mission, nous vous proposons les commentaires de nos invités sur le thème du concours du meilleur essai que l'Institut européen a lancé, à savoir : « Europe au-delà des morceaux de sucre et à la veille des élections 2009 ». Nous leurs avons demandé de nous dire quelle sera après eux l'Europe au cours du prochain mandat du Parlement européen – plus douce, plus saine, plus amère ? Ou, peut-être même fade et insipide…

« Tout dépend de l'environnement dans lequel nous serons amenés à évoluer, mais c'est sûr que nous devons travailler ensemble à Bruxelles pour défendre la politique communautaire, et surtout pour convaincre les citoyens de nos pays que l'Europe unie a de l'avenir et que nous ne devons pas ériger des murs qui nous séparent, dit encore Adina Valean. – Bien sûr, qu'il y aura des problèmes qui rendront la vie amère – que ce soit la crise économique, les problèmes de l'énergie, de la sécurité, de la politique extérieure ou encore de l'environnement. Autant de défis qui restent à relever et il nous appartient, à nous, de trouver les meilleures solutions possibles pour les citoyens européens, en dépit des divergences qui sont les nôtres. »

« J'ajouterais – dit Antonio Lopez – que nous sommes très bien entrés dans ce débat, en cherchant ensemble des solutions. En sorte que l'Europe de demain dépendra de nous-mêmes, des chances que nous laisserons aux partis europessimistes de l'emporter. Nous – politiques et journalistes – avons la même responsabilité – celle de transmettre le message aux citoyens et d'empêcher les europessimistes de l'emporter. Moi personnellement, je préfère la version douce de l'Europe. »

« Moi, je suis adepte du bon dosage des condiments, qui nous permette de progresser, ajoute Julia De Clerc-Sachsse. – Et ce sera la recommandation que je ferai aux futurs eurodéputés. N'hésitez pas à « assaisonner » votre travail, à forcer même sur les épices, s'il le faut ! Ne privilégiez pas toujours la douceur d'indulgence. Variez les goûts et les saveurs, car c'est la diversité qui fait la richesse de l'Europe. »

En ce qui concerne le vainqueur du concours, on connaît déjà son nom. C'est le Britannique Matthew Rushford qui est étudiant en droit. Matthew viendra nous rejoindre au studio début avril et

Versailles et à Paris, lors de notre prochaine émission, quand nous poursuivrons ce débat, mais dans un format différent.

Et c'est la fin de ce programme diffusé par Radio Bulgarie Internationale, RFI-Roumanie et Yvelines Radio de France au titre du projet "Maintenant - agissons avec le Parlement européen", réalisé par l'Institut européen avec le soutien financier de la Direction "Communication" du Parlement européen. Vos questions, réactions, suggestions, commentaires et propositions sont les bienvenus sur notre adresse électronique info@europe.bg. Nous vous invitons aussi à vous rendre sur le site <http://parliament.europe.bg>

Reportage et interviews : Iva Litnikova

Présenté par Sonia Vassilva et Ivan Avouski [VIDEO - ICI !](#)